



Projet de déclaration politique adoptée le 24 avril 2009- Toulouse

Citoyens d'abord: Un nouveau sens pour l'Europe

Quels sont les enjeux ?

Les élections européennes du 4 au 7 juin seront fondamentales pour l'avenir des citoyens. Nous traversons la récession mondiale la plus grave depuis les années 1930 et le chômage pourrait frapper quelques 27 millions de salariés. En l'espace de deux ans, nous aurons perdu dix millions d'emplois, avec des conséquences sociales dramatiques pour les citoyens partout en Europe. De plus, nous sommes confrontés à une crise climatique mondiale et urgente et à une véritable crise humanitaire dans le monde en développement. L'Union européenne doit changer de cap sans plus attendre. C'est la raison pour laquelle nous demandons instamment aux citoyens européens de voter lors des élections européennes du 4 au 7 juin. Si vous ne votez pas, d'autres prendront les décisions à votre place.

Que voulons-nous?

Les socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe veulent **donner un nouveau sens à l'Europe, en mettant les citoyens d'abord**. La droite nous dit: « Nous en avons déjà fait assez contre la crise, elle se sera bientôt finie. » Nous, nous disons: « Les gens n'ont pas à payer le prix de cette crise, ils n'en sont pas responsables. Cette crise n'est pas une fatalité: elle est la conséquence, de la cupidité et de l'irresponsabilité, et des excès des marchés financiers, ce qui nécessite une nouvelle réglementation. » Au Parlement européen, le PPE et la droite ont eu leur majorité. Nous voyons bien ce qu'ils en ont fait. C'est pourquoi notre objectif est de devenir le premier groupe au Parlement européen afin d'amener les changements fondamentaux dont l'Europe a si urgemment besoin.

Comment? Les cent premiers jours

Cette crise constitue un défi pour l'Europe, qui ne peut se permettre d'échouer. Nous avons besoin de nouveaux dirigeants pour l'Europe. Nous exigeons qu'au cours des cent premiers jours suivant les élections européennes, les 7 mesures suivantes soient prises afin de lutter contre la récession et le chômage de masse et afin de préserver la cohésion sociale :

1. Un nouveau plan de relance renforcé pour l'Europe, avec des investissements coordonnés en matière d'emploi et de croissance verte. Nous, Parti Socialiste Européen, avons déjà proposé notre propre plan de relance européen, qui pourrait enrayer le chômage de masse et donner à l'Europe un nouvel élan.
2. Un Pacte européen pour l'emploi afin de préserver l'emploi, de créer de nouveaux emplois de qualité, de lutter contre le chômage de masse et de renforcer les droits des travailleurs, les conditions de travail et l'égalité de salaires. Une attention particulière doit être apportée au chômage des jeunes. L'Europe n'est pas une société de marché, mais bien une économie sociale de marché. Les droits sociaux fondamentaux doivent être garantis. Ces droits, notamment le droit à une libre négociation collective et les droits syndicaux, doivent primer sur le marché unique et les libertés économiques. La liberté de mouvement des



travailleurs, y compris leur détachement, doit se fonder sur le principe suivant: à travail égal, salaire et conditions de travail égaux dans une même entreprise.

3. Une nouvelle Charte des Droits de la Femme, pour assurer les droits et opportunités des femmes.
4. Un Pacte pour le progrès social afin de pleinement faire face aux conséquences sociales de la crise, d'empêcher une augmentation de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion.
5. Une réglementation et une supervision efficaces des marchés financiers couvrant tous les acteurs et les instruments financiers, y compris les fonds spéculatifs. Le PSE a formulé des propositions claires sur ce qu'il convient de faire afin d'éviter de nouvelles bulles financières aux effets dévastateurs à l'avenir.
6. Une nouvelle solidarité mutuelle entre tous les Etats membres, entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et Sud, garantissant une feuille de route commune pour sortir de la crise.
7. Une feuille de route commune pour aboutir à un nouvel accord mondial au sein du G20 avant la fin 2009. Il s'agit de lancer une action coordonnée pour créer de nouveaux emplois dans le monde, de réguler les marchés financiers au niveau mondial, d'arriver à un accord mondial sur le climat et sur l'aide à octroyer aux pays en développement.

A nouvelle Commission européenne, nouveau programme

Nos revendications pour la prochaine législature européenne se fondera sur les propositions progressistes présentées dans notre manifeste du PSE - Citoyens d'abord: un nouveau sens pour l'Europe - et sur notre proposition de plan de relance renforcé et progressiste pour l'Union européenne.

Nous présenterons ces priorités immédiatement après les élections européennes. Celles-ci seront soumises à tous les candidats à la nouvelle Commission européenne. Nous voulons une Commission qui soit progressiste et qui donne une orientation progressiste à l'Europe.

Il en va de la démocratie et du respect vis-à-vis du Parlement européen

Les élections européennes du 4 au 7 juin seront l'occasion pour les citoyens d'Europe d'exercer leur droit démocratique afin de déterminer quel sera le cours futur de l'Union européenne. En ce sens, nous demandons que le Conseil Européen respecte et accepte le fait que le nouveau Parlement européen élu joue pleinement son rôle démocratique dans les consultations concernant la nouvelle présidence de la Commission européenne. Nous devons avoir le temps de constituer notre groupe parlementaire afin d'exercer pleinement nos fonctions démocratiques.

Un choix politique clair

La crise économique et financière est loin d'être terminée. Les hommes et les femmes partout en Europe devront faire un choix lors de ces élections européennes : entre une Union européenne progressiste mettant les citoyens d'abord dans sa lutte contre la crise et face aux défis auxquels nous sommes confrontés et une Union européenne de droite, passive face à une augmentation de la récession et du chômage de masse, laissant notre avenir dans les mains du marché. Nous, socialistes, sociaux-démocrates et progressistes d'Europe, ne laisserons pas tomber les citoyens.

Une nouvelle opportunité : Les citoyens d'abord

Cette crise doit devenir une occasion pour nous de créer de nouvelles opportunités pour les citoyens à l'avenir. Les nouveaux dirigeants européens doivent s'assurer qu'aucun effort ne soit épargné pour mettre fin à la récession. Nous prenons un engagement auprès des citoyennes et des citoyens d'Europe : celui de défendre avant tout leurs intérêts et de donner à l'Europe un nouveau sens en juin 2009.

